



CIRCULAIRE N° 2012-02 DU 11 JANVIER 2012

Direction des Affaires Juridiques

INSU0001-JCS

Titre

Plafond des contributions à l'assurance chômage – Exercice 2012

Objet

Le plafond des contributions à l'assurance chômage est fixé à 12 124 euros par mois du 1^{er} janvier au 31 décembre 2012.

Le plafond annuel des contributions à l'assurance chômage est égal à 145 488 euros pour 2012.

"Document émis pour action après validation par signature de la Direction de l'Unédic"



Paris, le 11 janvier 2012

CIRCULAIRE N° 2012-02 DU 11 JANVIER 2012

Direction des Affaires Juridiques

Plafond des contributions à l'assurance chômage - Exercice 2012

L'arrêté du 30 décembre 2011 portant fixation du plafond de la sécurité sociale pour 2012 (J.O. du 31 décembre 2011) fixe le plafond de la sécurité sociale à **3 031 euros**.

Le plafond annuel des cotisations de sécurité sociale, pour l'exercice 2012, est donc égal à **36 372 euros**.

Le plafond dans la limite duquel les contributions d'assurance chômage doivent être calculées est fixé à **12 124 euros** par mois du 1^{er} janvier au 31 décembre 2012.

Pour l'année 2012, la limite supérieure des rémunérations soumises aux contributions d'assurance chômage est fixée à **145 488 euros**.

Le Directeur général



Vincent DESTIVAL

Pièce jointe :

Arrêté du 30 décembre 2011 portant fixation du plafond de la sécurité sociale pour 2012 (J.O. du 31 décembre 2011)

Pièce jointe

***Arrêté du 30 décembre 2011 portant
Fixation du plafond de la sécurité sociale pour 2012
(J.O. du 31 décembre 2011)***

Décrets, arrêtés, circulaires

TEXTES GÉNÉRAUX

MINISTÈRE DU BUDGET, DES COMPTES PUBLICS ET DE LA RÉFORME DE L'ÉTAT

Arrêté du 30 décembre 2011 portant fixation du plafond de la sécurité sociale pour 2012

NOR : BCRS1134416A

Le ministre du travail, de l'emploi et de la santé, la ministre du budget, des comptes publics et de la réforme de l'Etat, porte-parole du Gouvernement, le ministre de l'agriculture, de l'alimentation, de la pêche, de la ruralité et de l'aménagement du territoire et la ministre des solidarités et de la cohésion sociale,

Vu le code de la sécurité sociale, notamment ses articles L. 241-3 et D. 242-17 à D. 242-19 ;

Vu l'avis du conseil de la Caisse nationale de l'assurance maladie des travailleurs salariés en date du 29 novembre 2011 ;

Vu l'avis du conseil d'administration de l'Agence centrale des organismes de sécurité sociale en date du 2 décembre 2011 ;

Vu l'avis du conseil d'administration de la Caisse nationale d'allocations familiales en date du 6 décembre 2011 ;

Vu l'avis du conseil d'administration de la Caisse nationale de l'assurance vieillesse des travailleurs salariés en date du 13 décembre 2011 ;

Vu l'avis de la commission des accidents du travail et des maladies professionnelles en date du 14 décembre 2011 ;

Vu l'avis du conseil d'administration de la caisse centrale de la Mutualité sociale agricole en date du 15 décembre 2011,

Arrêtent :

Art. 1^{er}. – Pour les rémunérations ou gains versés à compter du 1^{er} janvier et jusqu'au 31 décembre 2012, les valeurs mensuelles et journalières du plafond de la sécurité sociale mentionnées à l'article D. 242-17 du code de la sécurité sociale sont les suivantes :

- valeur mensuelle : 3 031 euros ;
- valeur journalière : 167 euros.

Art. 2. – Les valeurs du plafond de la sécurité sociale mentionnées à l'article D. 242-19 du code de la sécurité sociale pour l'année 2012 sont les suivantes :

- valeur horaire : 23 euros ;
- valeur hebdomadaire : 699 euros ;
- valeur par quinzaine : 1 516 euros ;
- valeur trimestrielle : 9 093 euros ;
- valeur annuelle : 36 372 euros.

Art. 3. – Le ministre du travail, de l'emploi et de la santé, la ministre du budget, des comptes publics et de la réforme de l'Etat, porte-parole du Gouvernement, le ministre de l'agriculture, de l'alimentation, de la pêche, de la ruralité et de l'aménagement du territoire et la ministre des solidarités et de la cohésion sociale sont chargés, chacun en ce qui les concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait le 30 décembre 2011.

*La ministre du budget, des comptes publics
et de la réforme de l'État,
porte-parole du Gouvernement*

Pour la ministre et par délégation :

Par empêchement du directeur
de la sécurité sociale :

*Le chef de service,
adjoint au directeur
de la sécurité sociale,*

J.-R. REY

*Le ministre du travail,
de l'emploi et de la santé,*

Pour le ministre et par délégation :

Par empêchement du directeur
de la sécurité sociale :

*Le chef de service,
adjoint au directeur
de la sécurité sociale,*

J.-L. REY

*Le ministre de l'agriculture, de l'alimentation,
de la pêche, de la ruralité
et de l'aménagement du territoire,*

Pour le ministre et par délégation :

*Le sous-directeur du travail
et de la protection sociale,*

E. TISON

*La ministre des solidarités
et de la cohésion sociale,*

Pour la ministre et par délégation :

Par empêchement du directeur
de la sécurité sociale :

*Le chef de service,
adjoint au directeur
de la sécurité sociale,*

J.-L. REY